Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

234 | Avril-Juin 2006

Varia

Migrations et territoires

Christian Pradeau et J.-F. Malterre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/44>

DOI : 10.4000/com.44

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 199-214

ISBN : 978-2-86781-414-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Christian Pradeau et J.-F. Malterre, « Migrations et territoires », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 234 | Avril-Juin 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/44> ; DOI : 10.4000/com.44

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

Migrations et territoires

Christian Pradeau et J.-F. Malterre

- 1 Les sociétés humaines ont maîtrisé l'espace terrestre par le biais de son découpage en territoires. À l'heure actuelle, seuls les espaces centraux des mers et océans échappent à cette emprise en demeurant res communis. À l'échelle du monde ce pavage fut constitué d'empires, en fait aujourd'hui surtout d'états-nations dont la première caractéristique est double : ils sont précisément délimités par des frontières et régis par des États. C'est en cela qu'ils sont des territoires et non de simples fractions d'espaces ou des successions de lieux. Chaque État contrôle donc un territoire, qui peut être à l'échelle régionale organisé selon des modalités variables, laissant plus ou moins d'autonomie à ces subdivisions. Mais en tout état de cause l'État exerce sur son territoire des fonctions régaliennes, parmi lesquelles le contrôle des populations résidentes, dites « nationales ».
- 2 Or le monde actuel se caractérise par des mobilités croissantes de biens, d'informations et de capitaux, mais aussi d'hommes. Ces dernières, si elles sont prolongées, sont des migrations qui peuvent avoir des motivations multiples et des formes et des ampleurs diverses, internes aux territoires nationaux, mais aussi de plus en plus internationales. En tout état de cause, mais a fortiori lorsqu'il s'agit de migrations internationales, ces mouvements de population posent aux États la question de leur contrôle. Parfois voulues, parfois subies, les migrations introduisent un mode d'organisation réticulaire dans le pavage territorial, d'autant qu'on constate que leur fonctionnement est de plus en plus de type diasporique.
- 3 Se pose alors aux États le problème politique et éminemment géographique de la relation entre organisation réticulaire et pavage territorial. L'essence de l'État, c'est sa capacité à organiser, contrôler et maîtriser une fraction d'espace en la transformant en territoire. L'existence de réseaux transnationaux, organisés par des firmes ou issus du fonctionnement diasporique de migrations est évidemment une limite à cette souveraineté. De ce fait on constate à la fois aux plans synchronique et diachronique un fonctionnement dialectique du couple migrations/territoires, entre appel et rejet.
Des migrations instrumentalisées par les États
- 4 Pour les États, les mouvements internes de population peuvent poser problème. Mais surtout la maîtrise des entrées et sorties de leur territoire, la distinction entre national et

étranger, sont les marques de leur souveraineté. Les sorties de nationaux peuvent être limitées, voire interdites (Corée du nord, Cuba, Birmanie...), les entrées sont toujours contrôlées et donc instrumentalisées.

L'instrumentalisation politique

- 5 Pour asseoir leur domination territoriale les États ont besoin que ceux-ci soient peuplés par des populations sous leur contrôle. L'exemple classique est celui des « nouveaux mondes » au XIX^e siècle : les États-Unis ont largement ouvert leurs portes aux émigrants européens pour élargir et dominer leur territoire. Il en fut de même pour le Brésil et surtout l'Argentine au début du XX^e siècle. Les migrants ont été des outils entre les mains de ces gouvernements.
- 6 Cette instrumentalisation se retrouve à l'intérieur de pays caractérisés par des différentiels de peuplement importants avec des périphéries faiblement occupées par des minorités mal contrôlées. La menace pour les États est alors double, issue de l'extérieur et de l'intérieur. Dès lors des migrations internes, du centre vers ces périphéries, permettent d'en assurer la maîtrise. Ce fut le cas aussi bien en Amazonie pour le Brésil que pour la Chine vers l'Ouest, le Xinjiang et le Tibet. Ce fut aussi le moyen utilisé par le gouvernement indonésien dans le cadre de la « transmigration ».
- 7 Le recours à des migrants à fort potentiel démographique se rencontre même dans des États fédéraux comme le Canada où la « Belle province », le Québec, en panne démographique depuis quelques décennies mène une politique d'immigration francophone active pour maintenir son identité. Plus grave est le cas d'Israël confronté à l'explosion démographique palestinienne et ayant eu recours à l'immigration massive de juifs orthodoxes pour mener la « guerre des berceaux » en multipliant les implantations de colonies dans les territoires occupés.

L'instrumentalisation économique

- 8 La Division de la population des Nations Unies a publié au début de 2000 un rapport intitulé « Migrations de remplacement : une solution aux populations en déclin et vieillissantes ». Se fondant sur les projections démographiques, le rapport établissait que si l'Europe voulait conserver l'effectif de ses actifs de 1995, elle devrait importer 35 millions de travailleurs. Et si elle voulait conserver un ratio acceptable entre actifs et retraités elle devrait en importer 160 millions d'ici 2020 ! Ces prévisions ont été contestées et mises à l'écart, mais le fait d'un besoin massif d'actifs demeure, qui, au delà des mesures limitées du type recul de l'âge de la retraite, passe par l'importation de main-d'œuvre.
- 9 Ce constat n'est pas nouveau : le keynésiano-fordisme des Trente Glorieuses s'est bâti sur le recours massif à l'importation de travailleurs immigrés venus du Tiers monde. La noria de ces travailleurs migrants venus des ex-colonies ou des zones d'influence des PID, se poursuit aujourd'hui dans les pays pétroliers du Golfe, c'est le kafala. Ces millions de travailleurs « invités » (Gastarbeiter en Allemagne) étaient des machines humaines qu'on conservait et utilisait tant que leur productivité était supérieure à celle des robots. Il s'agissait donc d'une instrumentalisation parfaite, voulue et organisée par les entreprises et les États. À preuve a contrario, à partir du premier choc pétrolier, le revirement fut brutal des politiques et la fin de la noria.
- 10 Mais cette instrumentalisation n'a en fait pas cessé, elle s'est déplacée et a changé de forme. Elle s'est déplacée au Proche-Orient avec le kafala et en Asie vers les sweat shops. En Europe des pays exportateurs de main-d'œuvre sont devenus importateurs : la Grèce,

l'Espagne, le Portugal et l'Italie ont recours à cette manne venue des Balkans, des pays de l'Est, du Maghreb, d'Afrique sub-saharienne, d'Amérique latine ou des Philippines. Les formes ont changé car la fermeture officielle aux entrées de travailleurs migrants les met en situation irrégulière condamnés au travail clandestin ou, au mieux à des statuts précaires. Ainsi en France les médecins diplômés à l'étranger (hors UE) constituent plus du tiers des médecins travaillant dans les hôpitaux publics. Leur diplôme, reconnu, leur permet d'être embauchés, mais ne leur permet pas d'obtenir l'équivalence juridique statutaire française. Ils peuvent passer un concours spécial de PAC (praticien adjoint contractuel), mais ne peuvent accéder au statut de PH (praticien hospitalier). Sous-payés, ils assurent, pour survivre, 70 % des gardes de nuit des hôpitaux publics. Le brain drain des PID aux dépens des PVD devient de plus en plus important, tendant à se substituer à l'arm drain des Trente Glorieuses.

L'instrumentalisation administrative

- 11 Il est évident, dans ces conditions, que la situation de ces migrants est précaire : ils sont entièrement dépendants du bon vouloir des pays d'accueil. Ceux-ci peuvent en fonction des circonstances laisser faire, voire les « régulariser » (loterie des green cards aux États-Unis, régularisations massives épisodiques en Espagne, en Grèce ou en Italie...), mais aussi les pourchasser et les expulser. Les changements à répétition des règles débouchent sur des imbroglios administratifs et juridiques inextricables et l'illégalité ouvre la porte à tous les trafics, mafias et répressions policières.
- 12 Les pays d'origine prennent leur part dans cette instrumentalisation, que ce soit pour des raisons économiques (rentrées de devises) ou politiques (contrôle de ces émigrés).
- 13 Au total tout se passe comme si migrants et migrations étaient des jouets des États et des pions qu'on déplacerait sur l'échiquier mondial : le pavage territorial serait alors le maître du jeu. Mais ce serait une vue univoque, une autre face apparaît dès lors qu'on envisage la relation non pas du point de vue étatique mais à partir du phénomène migratoire lui-même.

Des migrations non maîtrisées

- 14 Les migrations, qu'elles soient internes ou internationales, sont des phénomènes complexes, pluriscalaires, temporaires ou définitives, résultant de multiples décisions individuelles si l'on exclut les déportations. Même les États « forts » ont du mal à les maîtriser : ils tentent certes, nous l'avons vu, de les instrumentaliser, mais la réalité est souvent éloignée de leur prétention : migrations et migrants font preuve d'autonomie au moins relative.

Des migrations intérieures non contrôlées

- 15 La plus massive des migrations intérieures a été au XIX^e siècle pour les PID et au XX^e pour les PVD l'exode rural. Ce mouvement des campagnes vers les villes se poursuit encore aujourd'hui dans nombre de pays des Suds alors même qu'il a tendance à s'inverser dans les pays du Nord. Mais dans tous les cas il n'est en rien maîtrisé par les États alors qu'il introduit de multiples déséquilibres et problèmes, par exemple d'aménagement du territoire. Un État autoritaire comme celui de la Chine, malgré l'existence d'un passeport intérieur, ne peut, ou ne veut, empêcher l'afflux de millions de liu min, paysans fuyant les campagnes en toute illégalité, vers les grands centres urbains du littoral dans la mesure où cette main-d'œuvre à bas prix est source de prospérité économique. Et ceci malgré les inconvénients qui en découlent, ne serait ce que le développement de contre-pouvoirs mafieux tels les Triades et la corruption qui en résulte.

- 16 Les fronts pionniers et autres « transmigrations », même si au départ ils sont impulsés par une volonté étatique, n'échappent pas à la règle. En Amazonie comme à Bornéo les implantations officielles sont minoritaires, voire abandonnées. L'essentiel de la colonisation est le fait d'initiatives individuelles et se développe dans la plus grande anarchie. Les coronels tentent d'imposer par la force leur loi aux dépens des paysans sans terre défricheurs quand ce ne sont pas les trafiquants de drogue. En Indonésie les grandes sociétés forestières mettent le feu à des milliers d'hectares de forêt équatoriale dès lors qu'ils ont extrait les bois précieux en accusant les indigènes d'en être les auteurs pour pouvoir les chasser. Quant aux paysans ils sont amenés à pratiquer des cultures spéculatives souvent destructrices de l'environnement pour pouvoir survivre. Il en va de même sur les hauts plateaux vietnamiens, avec l'assentiment des autorités soucieuses de restreindre la place des « Montagnards ».
- 17 Les zones frontalières sont particulièrement marquées par ces phénomènes : un cas déjà ancien est celui du Triangle d'or aux confins de la Birmanie, la Thaïlande et la Chine. Dès les années 1950 des anciens du Guomindang ont imposé leur pouvoir aux populations locales et ont accaparé la culture du pavot pour la production d'opium et d'héroïne. Pendant plusieurs décennies les États concernés ont perdu le contrôle de cette zone frontalière. Des situations du même type existent en Amérique andine avec la culture de la coca et les réseaux de narcotrafiquants. En Afrique subsaharienne les migrants affluent sur les frontières pour la contrebande avec le Nigeria par exemple.

L'impact des migrations internationales

- 18 Le cas de l'Afrique subsaharienne est particulièrement intéressant dans la mesure où la diversité des ethnies et l'artificialité des pays issus du découpage colonial établissent un véritable continuum entre migrations nationales et internationales. Le drame ivoirien mêle inextricablement ces deux dimensions et a abouti à partir de la tentative d'instauration du concept d'« ivoirité » à une coupure du pays en deux et à une situation de guerre civile. La Côte-d'Ivoire n'est en fait pas un cas isolé, nombre de PVD aux États fragiles et aux populations mobilisées par des crises aux origines multiples, subissent le contrecoup de ces afflux de populations vers les villes ou les régions plus dynamiques. L'Afrique du Sud, avec la fin de l'apartheid a vu ainsi affluer des migrants venus du Mozambique, de Zambie ou d'Angola quand les Afrikaners partaient vers l'Australie ou l'Amérique. Il est pratiquement impossible pour un État, surtout s'il est faible, de maîtriser de tels phénomènes.
- 19 L'impact est donc lourd et pluriscalaire pour les pays d'accueil : il s'inscrit dans la géographie des villes, des quartiers et des bidonvilles où les migrants tendent à se regrouper par ethnies, il s'inscrit aussi au niveau régional, accentuant les déséquilibres entre régions dynamiques et en crise. Ces migrations peuvent aussi avoir des conséquences, positives comme négatives sur les pays de départ. Ils perdent ainsi une fraction souvent dynamique de leur population, voire des actifs qualifiés (médecins, ingénieurs, chercheurs...). Pour nombre de PVD l'exportation de main-d'œuvre et de cerveaux est devenue une véritable ressource, la conséquence étant une véritable dépendance vis-à-vis de ce « commerce » : l'Égypte, qui fournit les Pays du Golfe en actifs a été directement concernée par les crises qui ont affecté cette région depuis les années 1980. L'impact n'est pas seulement macro, il est aussi microéconomique, social et culturel. Les migrants investissent dans leur région, leur village d'origine. Cet investissement, même limité, a des répercussions non négligeables : construction de maisons équipées « à l'occidentale » au Maroc, ouverture de commerces voire d'entreprises par les migrants à

leur retour comme en Anatolie... Impact a priori positif, mais qui ne va pas sans perturbations dans ces sociétés villageoises, que ce soit au plan culturel, social ou politique : au Sénégal, au Mali les anciens voient leur pouvoir mis en cause par ces « nouveaux riches » dont les initiatives, même conformes à la tradition (construction de mosquée...), sont mal vécues par les notables locaux, voire par l'administration étatique.

- 20 Il n'est enfin guère besoin d'insister sur l'impact de ces migrations internationales dans les PID. Elles sont bien connues et, malgré l'existence d'États solidement constitués, dotés d'administrations lourdes et de législations sophistiquées, mal maîtrisées ici aussi. Encore faut-il faire la différence entre les migrants issus du même type d'espace géopolitique et ceux issus des PVD. Pour les premiers leur nombre, leur origine, leur qualification font que les États les accueillent sans réticence majeure. Tout au plus peut-on noter quelques tensions locales lorsque leur implantation se traduit par des hausses du prix du foncier et de l'immobilier dans certaines régions particulièrement attractives comme le sud de la France. Il n'en va pas de même pour les seconds. Pour les États le souci principal est la maîtrise et le contrôle des entrants, mais les situations diffèrent selon les États et leurs politiques : les États-Unis, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie... s'accommodent assez bien de l'existence d'entrants illégaux sous certaines conditions, régularisant leur situation a posteriori. D'autres pays comme la France ont des politiques plus restrictives qui multiplient les clandestins et « sans papier ». Au-delà de ces problèmes étatiques c'est à l'échelle des agglomérations urbaines et plus précisément des quartiers et des banlieues que les problèmes se posent dans tous ces pays du fait de la tendance au regroupement de ces populations de migrants et de leurs descendants, même naturalisés, dans des quartiers spécifiques, voire des ghettos. Ce phénomène a une double origine : endogène dans la mesure où ces communautés de nationalités et cultures diverses tendent à se regrouper, exogène dans la mesure où ils se heurtent dans les pays d'accueil à une double relégation, par l'argent et le statut social et par la xénophobie voire le racisme.

L'importance croissante des réseaux migratoires

- 21 L'existence de facteurs endogènes favorisant le regroupement met en lumière la complexité du fait migratoire. La migration est un acte individuel, mais elle s'inscrit dans un contexte général, ce n'est pas un mouvement brownien, une simple agitation sans but. Le départ a ses raisons, qui sont le plus souvent économiques, mais qui sont aussi politiques et le lieu d'arrivée aussi : les courants majeurs partent des PVD qui cumulent les handicaps vers les PID qui apparaissent comme des refuges, sachant que les migrants savent faire la part des choses et, en Europe par exemple optent plutôt pour le Royaume-Uni que pour la France moins libérale à leur égard. Mais plus finement on constate que les migrants de telle région tendent à rejoindre leurs prédécesseurs venus des mêmes villages : le réseau migratoire, parfois organisé par des passeurs professionnels, parfois informel, est ici à l'œuvre. Car les liens demeurent entre la région d'origine et les migrants, transformant ainsi peu ou prou la migration en diaspora. Le maintien d'un tel lien ne pose pas de réel problème de principe dans les pays qui ont opté comme les États-Unis ou le Royaume-Uni pour le communautarisme, ce que les Américains nomment « salad bowl » et qui s'est substitué au « melting pot » des débuts du pays, mais en pose par contre à un pays comme la France qui a vécu sur une tradition et un principe d'intégration.
- 22 Le problème posé par l'existence des réseaux migratoires n'est pas seulement de principe et politique, il est aussi économique. Les migrants s'adaptent à une économie mondialisée, et n'est plus l'apanage des vieilles diasporas comme la diaspora syro-

libanaise. Pour une part ces échanges s'inscrivent dans le champ de l'économie officielle, formelle : ce sont les envois d'argent au pays par exemple. Mais les flux sont de plus en plus souvent clandestins, ceux-ci étant liés aux législations contraignantes des pays récepteurs comme des pays émetteurs, mais aussi aux situations des migrants de plus en plus contraints à la semi-clandestinité et au travail au noir sinon aux trafics en tous genres, donc ne pouvant pas passer par les canaux officiels. Or les espaces relationnels, les champs migratoires sont des structures souples mais efficaces qui permettent aux « fourmis » de pratiquer « la mondialisation par le bas » pour reprendre le titre de l'ouvrage de A. Tarrus sous-titré « les nouveaux nomades de l'économie souterraine ». Une bonne illustration en est fournie par l'étude des Sénégalais de Valence (Espagne) organisés par les grandes confréries traditionnelles, en particulier la confrérie mouride. Cette économie échappe au contrôle des États et met donc leur souveraineté en cause, générant une économie informelle qui échappe à son contrôle et à ses prélèvements (trabendo entre la France et l'Algérie...), mais aussi une économie souterraine, « grise », voire « noire » lorsqu'elle prend une dimension criminelle (drogue, trafics de femmes...).

- 23 L'existence de ces réseaux migratoires, des liens qui se maintiennent entre région d'origine et migrants a en fait de multiples conséquences, pas seulement économiques, mais aussi par exemple socioculturelles, que le regroupement en ghettos renforce. On constate en effet dans un pays comme la France qu'alors que les immigrants des Trente Glorieuses tendaient à opter pour les règles de vie du pays d'accueil, ceci est beaucoup moins vrai actuellement, y compris pour les générations nées sur place. On peut invoquer le regroupement familial, mais cela ne paraît pas suffisant. Les origines de ce retour vers la religion et d'autres « valeurs » traditionnelles (mariage arrangé...) sont nécessairement complexes, produit de la relégation dans les « cités », de la discrimination à l'emploi, au logement... ; il est aussi sans doute en partie produit par les réseaux et le passage de la migration à la diaspora, rendus accessibles au plus grand nombre par les nouveaux moyens d'échange et de communication : il existe ainsi un véritable pont aérien entre l'Allemagne et la Turquie géré par des sociétés spécialisées turques.

Migrations et migrants acteurs de la géographie du monde actuel

- 24 Le monde actuel se caractérise par une accélération remarquable des mobilités et des migrations humaines, mais aussi de tous les échanges, matériels et immatériels. Les États, soucieux de contrôler leurs territoires ont de plus en plus de mal à faire face à ces multiples mobilités, à ce qu'on nomme « globalisation ». Migrations et migrants sont parties prenantes de ce processus qui façonne un monde nouveau.
- « Les migrations signent l'état du monde »
- 25 La cartographie des flux migratoires à l'échelle de la planète confirme et illustre cette formule de Gildas Simon. Les flux majeurs se dirigent des Suds vers les Nords, des PVD vers les PID, projetant une lumière crue sur le problème structurel de notre monde, les énormes écarts de développement et de niveaux de vie entre populations et pays qui globalement perdurent même si des nuances sont à prendre en compte (fig. 1). De toute évidence le facteur socio-économique est premier dans cette géographie. D'autres facteurs peuvent à titre secondaire intervenir comme les différentiels de pression démographique ou la structure par âge, mais à des échelles moindres (régionales le plus souvent).
- 26 Outre ces aspects structurels, la carte met aussi en lumière l'existence de facteurs conjoncturels. En tout premier lieu sont les « crises », politiques principalement, mais aussi environnementales, toutes porteuses de leur cortège de désastres humains et

génératrices de flux de réfugiés. Cependant ces migrations « contraintes » s'effectuent essentiellement à échelle régionale, souvent des campagnes vers les villes, renforçant et accélérant le flux de l'exode rural et, corrélativement, l'explosion urbaine. Seule une minorité de ces migrants intègre les grands flux mondialisés. A contrario, mais toujours à échelle régionale, les différentiels de croissance économique génèrent de puissants mouvements centripètes vers les régions et les villes en expansion : la Chine littorale en est actuellement une bonne illustration.

- 27 Sur une telle carte les champs migratoires traditionnels maintiennent leur primauté. Il en va ainsi des flux de l'Amérique centrale et du Mexique vers les États-Unis ou du Maghreb vers l'Europe occidentale et plus précisément la France : routes anciennes de migration liées à l'histoire des deux derniers siècles. Cependant une analyse plus fine permet de constater que ces champs migratoires classiques sont en train de se modifier en fonction des développements techniques (avion, Internet...), économiques (différentiels de croissance entre pays) et politiques (accueil ou rejet des migrants). Ainsi le Royaume-Uni est devenu très attractif en Europe et si l'on observe une migration comme la migration marocaine on constate qu'elle se disperse sur toute l'Europe et qu'elle s'oriente aussi de plus en plus vers l'Amérique du Nord. Le champ migratoire marocain s'élargit et se diversifie.

Les migrants façonnent des territoires

- 28 Historiquement, nous l'avons vu, les migrations européennes ont peuplé les « nouveaux mondes » et donné naissance à de nouveaux États qui ont transformé ces espaces en territoires. Ce temps paraît révolu, la carte politique du monde ne subit plus que des retouches de détail qui, à part le cas d'Israël dans la deuxième moitié du XX^e siècle, résultent plus du principe des nationalités que de migrations, même si elles s'accompagnent souvent de leur lot de réfugiés. Mais au Brésil, en Indonésie périphérique, les migrations de fronts pionniers intègrent au territoire national des espaces demeurés en marge, façonnant ainsi à leur manière le territoire. Il en va de même dans les espaces transfrontaliers, en Afrique de l'Ouest ou ailleurs. Et dans certains cas le phénomène va plus loin que le simple façonnement, il y a création de facto de territoires régis par des instances spécifiques comme dans le Triangle d'or.
- 29 Le « façonnement » de territoires par les migrants est encore plus évident à l'échelle régionale. Il en est ainsi, en creux pourrait-on dire pour les régions de départ : bon nombre sont marquées par l'absence des hommes d'âge actif et par une économie qui n'a de sens que si l'on prend en compte les envois d'argent par les migrants. Le Mali en est une bonne illustration. Mais cela peut même aller jusqu'à la désertification lorsque les familles ont pu à leur tour migrer : la montagne kabyle ou libanaise est ainsi constellée de fermes abandonnées. En « plein » cette fois, la marque des migrants est encore plus évidente dans les zones attractives, passées ou présentes, où l'accumulation des migrants a contribué ou contribue à modifier en profondeur la population : les vieilles régions minières et industrielles françaises ont été, dans le Nord, en Lorraine, peuplées de migrants belges, polonais, italiens, nord-africains et la trace de ces origines demeure. La Chine littorale est actuellement un creuset où se côtoient des populations multiples, han pour l'essentiel mais venues de régions différentes et ne parlant pas la même langue. Ce patchwork est encore plus manifeste dans les mégapoles, l'archétype étant New York avec ses communautés irlandaise, italienne, chinoise..., leurs quartiers et leurs festivités. San Francisco, Londres, Paris... sont elles aussi façonnées par les migrants.

- 30 Cette géographie urbaine « ethnique » pose le problème majeur de la relation entre territoire et migrants. Aux autres échelles nous avons parlé de « façonnement » de territoires existants, autrement dit de retouches apportées par les migrants sans que le territoire en tant que tel, maîtrisé par les organisations étatiques, soit remis en cause. En va-t-il de même à l'échelle de ces villes ? En fait lorsque le principe du communautarisme est officialisé, de gré ou de force, les quartiers ethniques existent en tant que tels et les autorités leur laissent une large part d'auto-organisation, passant avec leurs représentants officiels ou officieux des compromis qui préservent les fonctions régaliennes uniquement, réellement ou, à l'extrême formellement (par exemple dans les chinatowns aux États-Unis). Ce type de situation se retrouve même en France, malgré ses principes qui récusent le communautarisme, dans certains quartiers comme la « chinatown » du XIII^e arrondissement. Mais, lorsqu'on a affaire à des quartiers de relégation où des migrants de toutes origines, interne ou internationale, fortement touchés par le chômage, se concentrent dans des logements HLM de communes périphériques, le problème est différent. Compte tenu de l'hétérogénéité du peuplement il n'y a plus de compromis possible mais un rapport de force entre le pouvoir de l'État et des collectivités locales et les pouvoirs occultes qui, inévitablement, surtout si l'État s'est désengagé pour des raisons diverses, se sont substitués à lui. Il n'y a jamais de « non-droit » comme on le prétend, si l'État de droit a déserté ces territoires, d'autres « droits », ceux des trafiquants et des gangs s'y sont substitués : des « territoires » se sont mis en place et la réintégration dans le territoire de l'État de droit est une tâche difficile et de longue haleine. Les migrants dans leur majorité n'ont pas voulu cela, ils l'ont subi. Mais l'économie qui fonde ou accompagne ces pouvoirs occultes les fait vivre.

Les espaces des « nouveaux nomades »

- 31 Pour l'essentiel les migrants « façonnent », apportent leur touche, plus ou moins prononcée aux fractions des territoires dans lesquels ils se concentrent. À l'échelle locale, dans les métropoles, ils peuvent donner naissance, volontairement ou non, avec l'accord des instances étatiques ou non, à des territoires de facto qui, cependant, ne sont jamais, sauf sécession, des territoires de plein droit. Et ce d'autant plus que ces migrants demeurent de plus en plus partie prenante du champ migratoire qui les a menés dans le pays d'accueil. Même installés définitivement, ils gardent des liens avec la région d'origine, la famille restée au pays qu'ils aident. S'ils le peuvent ils y font construire une résidence secondaire, participent au financement d'équipements ou d'activités sur place. Compte tenu de la dispersion croissante des migrants, de la diversité des champs migratoires, ils ont aussi le contact, voire des relations d'affaires avec d'autres parents dispersés dans le monde : on passe ainsi pour un nombre croissant de migrants de la simple migration à la diaspora. L'archétype juif, grec ou syro-libanais est en train de se généraliser rapidement : les migrations turques, marocaines, tunisiennes ont de plus en plus une dimension diasporique.
- 32 Autrement dit l'organisation en réseau, réticulaire, devient une caractéristique majeure des migrations contemporaines. Or la relation entre territoires et diaspora est spécifique, très différente de celle nouée entre migrant et pays d'accueil dans le cadre de la noria ou de l'exode sans retour. E. Ma Mung parle à propos de la diaspora chinoise de « non-lieu et utopie », termes qui, en l'occurrence doivent être pris au sens strict et étymologique : dans son essence la diaspora est réseau, les lieux ne sont que des moments, des points de passage sans véritable enracinement et la diaspora est de ce fait « u-topique », sans ancrage réel. Il n'y a pas de véritable lien avec un territoire quelconque, c'est le réseau, de

la famille, du groupe, qui importe et a du sens. Celui-ci joue sur les territoires, mais sans dépendre d'eux. Évidemment, dans la réalité quotidienne et vécue, en apparence, les diasporas ne réalisent pas forcément et absolument un système aussi parfait, mais il constitue en permanence leur essence. Et la circulation migratoire tendant de plus en plus à prendre un caractère diasporique, non-lieu et utopie tendent à se généraliser qui induisent une rupture entre espace réticulaire et territoires.

- 33 L'économie de ces populations s'adapte et joue de cette relation réseau/territoires : A. Tarrius l'a montré à partir d'enquêtes menées à Marseille et dans l'espace méditerranéen. Il constate le développement d'activités transnationales au-delà du simple trabendo. Portant sur marchandises, hommes et devises, les flux circulent en se jouant des contraintes étatiques tout en utilisant pleinement les gradients de tous ordres que l'existence d'États multiples génère. Tout repose là encore sur l'existence de systèmes réticulaires sophistiqués, mettant en œuvre à la fois des structures traditionnelles comme les liens de parenté et les moyens de communication les plus modernes comme les téléphones cellulaires. Pour reprendre l'intitulé d'un ouvrage récent d'A. Tarrius ces « nouveaux nomades » développent une « économie souterraine » qui réalise une véritable « mondialisation par le bas ». Le réseau fonctionne sur un espace en jouant de son découpage en territoires distincts.
- 34 Toutes les migrations et tous les migrants ne relèvent évidemment pas de ces cas de figure. Certains s'inscrivent dans le schéma traditionnel de la migration : ils sont partis pour des raisons diverses, ont abouti quelque part et y ont commencé une nouvelle vie, sans esprit ou espoir de retour, en jouant le jeu de ce que nous appelons l'« intégration ». D'autres ont été partie prenante de la « noria » de l'époque keynésiano-fordiste des Trente Glorieuses et ont été piégés par son arrêt et la fermeture des frontières alors qu'ils n'avaient pas la possibilité de revenir au pays. Ceux là ont été contraints d'utiliser la seule opportunité qui leur était laissée, celle du regroupement familial malgré son caractère aléatoire puisque bien souvent ce regroupement s'opérait alors même qu'ils perdaient leur travail. Depuis lors d'autres sont arrivés malgré les obstacles : la survie des uns et des autres, compte tenu des contextes économique et socioculturel, passe en grande partie par l'économie informelle (évaluée à 30 % du PIB dans certains pays de l'Europe du Sud), et souterraine, « grise » ou « noire », en attendant une hypothétique régularisation. Tous les PID, à des degrés divers et variables selon les politiques des États, sont confrontés à cette complexité diachronique et synchronique à la fois du fait migratoire. Or leur réponse est trop souvent univoque, traitant du fait migratoire sans nuance et visant en priorité à le contrôler par le verrouillage des frontières. À cela les nouveaux migrants, mais aussi les descendants de première ou deuxième génération des migrants des Trente Glorieuses s'ils sont en situation de relégation, s'adaptent par des stratégies nouvelles : le modèle diasporique, l'organisation en réseau (familial, « ethnique », mais aussi à base religieuse) s'imposent comme moyen de survie, accentuant la dichotomie avec les territoires et les États. L'Europe, dans sa multiplicité de pays et sa proximité avec le continent africain et son réservoir de migrants, illustre cette dialectique qui se noue dans le monde actuel entre migrations et territoires, entre organisation réticulaire et pavage territorial. La conférence Euromed de Barcelone en novembre 2005 illustre dramatiquement ce conflit : aucun accord sur le fond du problème n'a pu être trouvé une fois encore, alors que le désespoir grandit au pied des barbelés de Ceuta et Melilla.

BIBLIOGRAPHIE

- BENBOUZID M., 1999 – Réseaux financiers et marchés parallèles de devises. Des Algériens dans l'économie informelle. REMI n° 2, p. 123-139.
- BERTHOMIERE W., 2003 – L'immigration d'ex-URSS et les colonies de Cisjordanie et de Gaza. REMI, n° 3, p. 73-94.
- CESARI J., 1997 – Les réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb : l'international sans territoire. REMI, n° 2, p. 81-94.
- CHEDEMAIL S., 1998 – Migrants internationaux et diasporas. Colin : Paris, 192 p.
- CLARKE J-A., DOBSON J-A. et SALT J., 1999 – Flux et régimes des migrations internationales au Royaume-Uni. REMI, n° 1, p. 145-166.
- GUENGANT J-P., 1996 – Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes. REMI, n° 2, p. 107-121.
- LACOMBA J., 2000 – Immigrés sénégalais, islam et confréries à Valence (Espagne). REMI, n° 3, p. 85-104.
- LAVERGNE M., 2003 – Golfe arabo-persique : un système migratoire de plus en plus tourné vers l'Asie. REMI, n° 3, p. 229-242.
- MA MUNG E., 1995 – Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire in : BRUNEAU M., dir. - Les diasporas. Montpellier : Reclus p. 163-173.
- MA MUNG E., dir., 1998 – La circulation migratoire Migrations études, n° 84.
- MOROKVASIC M., RUDOLPH H., 1996 – Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe. L'Harmattan : Paris, 288 p.
- ROUSSEL C., 2003 – Désenclavement et mondialisation : les réseaux migratoires familiaux des Druzes du sud syrien. REMI, n° 3, p. 263-284.
- SCHNAPPER D., 2001 – De l'État-nation au monde transnational REMI, n° 2, p. 9-36.
- SIMON G., 1995 – Géodynamique des migrations internationales dans le monde. Puf : Paris, 496 p.
- SPAAN E., 2000 – Les migrations internationales en Asie. REMI, n° 1, p. 11-35.
- TARRIUS A., 1992 – Les fourmis d'Europe. L'Harmattan : Paris, 207 p.
- TARRIUS A., 2001 – Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants. REMI, n° 2, p. 37-62.
- TARRIUS A., 2002 – La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine. Balland : Paris, 169 p.
- THUMERELLE P.-J., 1986 – Peuples en mouvement. Sedes : Paris, 325 p. (DIEM n° 9).
- VIEILLARD-BARON H., 1996 – Sarcelles aujourd'hui : de la cité-dortoir aux communautés ? Espace, Populations, Sociétés. n° 2-3, p. 325-333.
- VIEILLARD-BARON H., 2001 – Les banlieues : des singularités françaises aux réalités mondiales. Carré Géographie, Hachette : Paris, 288 p.

RÉSUMÉS

Le pavage territorial est la forme primordiale d'organisation de l'espace terrestre. Chaque territoire est le produit de l'histoire d'un État dont l'essence réside corrélativement dans la maîtrise de son territoire. Or la mobilité des populations en général et les migrations en particulier sont potentiellement pour les États une limite à leur souveraineté. De ce fait ils s'efforcent de les contrôler en les instrumentalisant. Mais de leur côté les migrations tendent à échapper à leur contrôle et même, en prenant un caractère de plus en plus souvent diasporique, à devenir des acteurs à part entière de la géographie du monde actuel. D'où des relations dialectiques, variables dans le temps et dans l'espace, entre migrations et territoires, entre pavage et réseau. Ces deux formes d'organisation de l'espace sont à la fois complémentaires et antagoniques du point de vue des États qui doivent impérativement en rester maîtres. D'où l'acuité et la complexité du problème dans le monde actuel.

Migrations and territories. Territorial paving is the primordial form of organization of space on earth. Each territory is the product of the history of a state the essence of which resides reciprocally on the mastery over its territory. In fact the mobility of populations in general and migrations in particular are for the states potential limits to their sovereignty. Consequently they do their best to maintain control over them and try to use them to their own profit. But as far as migrations are concerned, they tend to escape from their control and, assuming most of the time a more and more dispersive capacity, they also tend to become real actors in the geography of the present world. Hence dialectic relations, variable in time and space, between migrations and territories, paving and network. Both these forms of organization of space are at the same time complementary and antagonistic from the point of view of the states that have to maintain their control over them. Hence that acute and complex issue in our contemporary world.

INDEX

Keywords : border, network, nomad, refugee, state, territory, world

Mots-clés : diaspora, État, frontière, migration, monde, nomade, réfugié, réseau, territoire